



Département de la
Seine-Maritime

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180924-M_DE180924_IN11-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/09/2018

Arrondissement du
HAVRE

D.2018.09/INFO11

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 24 septembre 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	26
Nombre de Pouvoirs	7
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **28 septembre 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **24 septembre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 17 septembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA**, Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir de la délibération n°153), Gérard **DELAHAYS**, Hélène **SAMPIC**, Sophie **CAPELLE** (à partir de la délibération n°141), Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH** (à partir de la délibération n°138), Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Patricia **DUVAL**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 24 septembre 2018

2018.09/INFO11

DELEGATION DE COMPETENCES ACCORDEE A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – COMMUNICATION.

23/

M. Daniel FIDELIN, Monsieur le Maire - En vertu de la délégation qui m'a été donnée par le Conseil Municipal, je vous informe des domaines dans lesquels cette délégation a été utilisée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2016, relative à la délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONSIDERANT que les décisions suivantes ont été transmises au contrôle de légalité en vertu de cette délégation ;

Prend communication de la signature des décisions suivantes et de leur envoi au contrôle de légalité :

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE :

1) Services de télécommunications et d'internet – Assistance à maîtrise d'ouvrage (DE1809I1 1M), acte certifié exécutoire le 21/06/2018

Suite à une consultation lancée le 9 mars 2018, il a été décidé de confier la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la passation d'accords-cadres de services de télécommunications et d'internet à la société ROUXEL TELECOM CONSULTING (14 rue de la République – 14290 ORBEC).

Ce marché s'élève à un montant de 4.950 € HT, soit 5.940 € TTC.

Imputation budgétaire : 6042-01

2) Acquisition de vêtements de travail et équipements de protection individuelle pour le service restauration, entretien des locaux, ASEM (DE1809I1 2M), acte certifié exécutoire le 27/06/2018.

Suite à une consultation lancée le 20 avril 2018, deux accords-cadres à bons de commande pour la fourniture de vêtements de travail et EPI pour le service restauration, entretien des locaux et ASEM ont été signés avec la société EXCEL SARL VESTIPRO (44 rue des Briquetiers – 76600 LE HAVRE).

Les accords-cadres sont signés pour une durée d'un an, renouvelables annuellement pour une durée maximale de 4 ans. Les montants de commande maximum annuels HT sont les suivants :

- Lot 1 : Vêtements de travail : 5.000 € HT
- Lot 2 : Equipements de protection individuelle : 10.000 € HT

Imputation budgétaire : 60636-211/212/251

3) Construction d'un complexe sportif à la Belle Etoile (DE1809I1 3M), acte certifié exécutoire le 03/07/2018

ANNULÉ ET REMPLACÉ PAR LA DECISION N° DE1809I1_10M

4) Travaux de peinture et de revêtement de sol dans les bâtiments de la ville et du CCAS (DE1809I1 4M), acte certifié exécutoire le 29/06/2018

ANNULÉ ET REMPLACÉ PAR LA DECISION N° DE1809I1_11M

5) Acquisition d'une fardeleuse (DE1809I1 5M), acte certifié exécutoire le 29/06/2018

ANNULÉ ET REMPLACÉ PAR LA DECISION N° DE1809I1_12M

6) Acquisition de véhicules avec reprise (DE1809I1 6M annule et remplace la décision n°DE1806I1 6M), acte certifié exécutoire le 10/07/2018

ANNULÉ ET REMPLACÉ PAR LA DECISION N° DE1809I1_13M

7) Acquisition de broyeurs de végétaux pour le service espaces publics (DE1809I1 7M), acte certifié exécutoire le 17/7/2018

Suite à une consultation lancée le 11 mai 2018, un marché pour l'acquisition de broyeurs de végétaux avec reprise de l'ancien matériel, a été signé avec les entreprises suivantes :

- Lot n°1 : broyeur de végétaux d'un diamètre inférieur à 16 cm avec la société MERCURYS (600 boulevard Jules Durand – 76600 LE HAVRE) pour un montant de 24.282,00 € TTC (reprise déduite + équipements optionnels)
- Lot n°2 : broyeur de végétaux d'un diamètre compris entre 16 et 21 cm avec la société SIMON MOTOCULTURE (3 place Charles Pesquet – BP 39 – 76280 GONNEVILLE LA MALLET) pour un montant de 52.291,20 € TTC (reprise déduite + équipements optionnels)

Imputation budgétaire : 2188-823

8) Maîtrise d'œuvre pour la rénovation des hallettes (DE1809I1 8M), acte certifié exécutoire le 27/07/2018

ANNULÉ ET REMPLACÉ PAR LA DECISION N° DE1809I1_14M

9) Maîtrise d'œuvre pour le projet « Les Jardins de la Ville » (DE1809I1 9M), acte certifié exécutoire le 23/08/2018

La programmation et l'équilibre financier du projet « Les Jardins de la Ville » a été remis en cause par la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive ayant mis à jour plusieurs suspicions de cavités souterraines. Il a donc été décidé :

- de mettre un terme au contrat de maîtrise d'œuvre signé avec l'atelier Philippe MADEC, architecte mandataire (24 rue du Faubourg-Poissonnière, 75013 PARIS) et des membres cotraitants,

- et de régler les sommes figurant au décompte de résiliation notifié à l'atelier Philippe MADEC le 1^{er} juin 2018 comprenant le solde de l'étude d'impact, la réalisation des fiches de lots à hauteur de 70 %, la réalisation des études supplémentaires relatives à la RD31 et les révisions de prix, soit pour chacun les sommes suivantes :

- Philippe MADEC : 14.704,24 € TTC
- SCORE 2D (sous-traitant de Philippe MADEC) : 290,63 € TTC
- SIGNES PAYSAGES : 9.957,28 € TTC
- INFRASERVICES : 6.532,54 € TTC
- ECOTONE INGENIERIE : 0 €
- LE SOMMER : 596,94 € TTC

Soit un total à régler de 32.081,62 € TTC.

Ce décompte de résiliation ayant été contesté par Philippe MADEC le 5 juillet 2018, en particulier sur la rémunération de SIGNES PAYSAGES, ce point fera l'objet d'un protocole transactionnel.

Imputation budgétaire : 6045-70 (budget annexe ZAC ECO QUARTIER)

10) Construction d'un complexe sportif à la Belle Etoile (DE1809I1 10M annule et remplace la décision n°DE1809I1 3M), acte certifié exécutoire le 14/08/2018

Suite à une consultation lancée le 10 avril 2018, un marché pour la construction du complexe sportif a été signé avec les entreprises suivantes :

Lot n°01 : « Fondations – gros œuvre – maçonnerie » avec la SNET (118/120 route de Valmont – 76401 FECAMP Cedex), pour un montant de 1 045 078,33 € TTC.

Lot n°02 : « Charpente métallique – métallerie – serrurerie » avec la SAS FOURCADE (7 place du petit mail – 76390 AUMAËLE), pour un montant de 415 477,20 € TTC.

Lot n°03 : « Couverture – étanchéité » avec l'entreprise ROUEN ETANCHE (ZAC du moulin – 76410 CLEON), pour un montant de 315 600,25 € TTC.

Lot n°04 : « Menuiseries extérieures – occultations » avec la SAS ISAAC (Parc de l'Estuaire, avenue du Camp Dolent – 76700 HARFLEUR), pour un montant de 92 079,60 € TTC.

Lot n°05 : « Bardage » avec la SAS RG CONCEPT (Parc de la Clarence, pôle artisanal, atelier 2 – 62460 DIVION), pour un montant de 178 439,47 € TTC.

Lot n°06 : « Cloisons – doublages – faux plafonds » avec l'entreprise DUCLOS (469 grande rue 76170 SAINT NICOLAS DE LA TAILLE), pour un montant de 82 666,80 € TTC.

Lot n°07 : « Menuiseries intérieures » avec la SA LA FRATERNELLE (Chemin Wicart 14102 LISIEUX Cedex), pour un montant de 108 858,58 € TTC.

Lot n°08 : « Revêtements de sols et de murs » avec la SAS BONAUD (Rue Henri Becquerel BP 4022 – 27040 EVREUX Cedex), pour un montant de 88 005,24 € TTC.

Lot n°09 : « Peinture – signalétique » avec la SARL SRP (ZA du Polen – 76710 ESLETTES), pour un montant de 102 826,06 € TTC.

Lot n°10 : « Revêtement de sol sportif » avec la SAS BONAUD (Rue Henri Becquerel BP 4022 – 27040 EVREUX Cedex), pour un montant de 132 498,16 € TTC.

Lot n°11 : « Équipement sportif » avec la société NOUANSPOUR (Route de Valencay – 37460 NOUANS LES FONTAINES), pour un montant de 42 750,85 € TTC.

Lot n°12 : « Ascenseur » avec la société OTIS (Rue Michel Poulmarch – 76800 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY), pour un montant de 25 080,00 € TTC.

Lot n°13 : « Électricité courants forts et faibles » avec la SAS SFEE (Parc d'activités des hautes falaises – 76400 ST LEONARD), pour un montant de 252 526,80 € TTC.

Lot n°14 : « Chauffage – ventilation – plomberie » avec la société EIFFAGE ENERGIE (ZI du Martray – 14730 GIBERVILLE), pour un montant de 794 197,88 € TTC.

Lot n°15 : « VRD – espaces verts » avec l'entreprise COLAS (82 rue Gustave Nicolle – 76600 LE HAVRE), pour un montant de 338 984,40 € TTC.

Imputation budgétaire : 2313-411-1040

11) Travaux de peinture et de revêtement de sol dans les bâtiments de la ville et du CCAS (DE1809I1 11M annule et remplace la décision n°DE1809I1 4M), acte certifié exécutoire le 14/08/2018

Suite à une consultation lancée le 30 avril 2018, un accord-cadre à bons de commande a été signé avec les entreprises suivantes pour la réalisation de travaux de réfection des peintures et des sols, pour une durée d'un an reconductible trois fois :

Lot n°01 : « Peinture » avec l'entreprise PBI (Parc de l'Estuaire, 1 avenue du Cantipou – 76700 GONFREVILLE L'ORCHER), pour un montant maximum annuel de 50 000,00 € HT sur quatre ans. :

Lot n°02 : « Revêtement de sol souple » avec la SARL SOLS DELOBETTE (9 rue de la Pérouse – 76600 LE HAVRE), pour un montant maximum annuel de 30 000,00 € HT sur quatre ans.

Imputation budgétaire : 2135-toutes fonctions selon les besoins

12) Acquisition d'une fardeleuse (DE1809I1 12M annule et remplace la décision n° DE1809I1 5M), acte certifié exécutoire le 14/08/2018

Suite à une consultation pour l'acquisition d'une fardeleuse lancée le 18 mai 2018 et déclarée infructueuse en l'absence d'offres, un marché négocié a été passé en vertu de l'article 30 du décret n°2016-360 avec CF CUISINES (23 rue des Métiers – 14123 CORMELLES LE ROYAL), pour un montant de 23 334,00 € TTC.

Imputation budgétaire : 2188-251

13) Acquisition de véhicules avec reprise (DE1809I1 13M annule et remplace la décision n°DE1809I1 6M), acte certifié exécutoire le 14/08/2018

Lors du conseil municipal du 25 juin 2018, il a été présenté une décision relative à un marché d'acquisition de véhicules avec les entreprises suivantes :

- RENAULT RETAIL GROUP LE HAVRE (239-273 boulevard de Gravelle – 76600 LE HAVRE) pour le lot n°01 « deux véhicules type petite citadine avec reprise de deux véhicules, une citadine et un utilitaire »
- CITROËN LE HAVRE (50 rue du docteur Piasceki – 76600 LE HAVRE) pour le lot n°02 « un véhicule petit utilitaire diesel avec reprise d'un véhicule utilitaire » et le lot n°03 « un véhicule utilitaire compact diesel »

CITROËN n'étant finalement pas en mesure de fournir des véhicules répondant au cahier des charges, aux prix indiqués dans l'acte d'engagement et dans les délais impartis, le marché pour les lots n°02 et n°03 a été attribué au candidat classé deuxième, RENAULT RETAIL GROUP LE HAVRE.

Les montants sont les suivants :

- Lot n°01 : 30 998,98 € TTC
- Lot n°02 : 14 677,68 € TTC
- Lot n°03 : 13 691,76 € TTC

Imputation budgétaire : 2182-0202, 2182-40 et 2182-822

14) Maîtrise d'œuvre pour la rénovation des hallettes (DE1809I1 14M annule et remplace la décision n° DE1809I1 8M), acte certifié exécutoire le 14/08/2018

Suite à une consultation lancée le 1^{er} juin 2018, un marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation des hallettes a été signé avec le cabinet HEL ARCHITECTURE (7 rue de la République – 76290 MONTIVILLIERS) pour un montant de 31 500,00 € TTC.

Imputation budgétaire : 2135-090

SERVICE FINANCES :

Dans le cadre du travail de rationalisation des régies, il a été décidé de rassembler les quatre régies d'avances de dépenses en une seule. Dans la pratique, les quatre existantes ont été supprimées et une nouvelle a été créée.

- 1) Création d'une régie d'avances pour le paiement de dépenses de fonctionnement au service Finances, à compter du 1^{er} septembre 2018 (Décision DE1809IN1-1F), acte certifié exécutoire le 28 août 2018**

Cette régie autorise les dépenses suivantes :

- Alimentation et boissons pour un montant maximum de 80 € par facture
- Petites fournitures diverses pour un montant maximum de 50 € par facture
- Services accessibles sur internet
- Avances sur frais de mission et de stage lorsqu'il n'a pas été consenti d'avance
- Achat par internet de e-tickets (train, avion, métro...)

- 2) Suppression de la régie d'avances pour le paiement des dépenses d'alimentation et autres menues dépenses imprévues dans le cadre des activités de loisirs du service Jeunesse, à compter du 8 septembre 2018 (Décision DE1809IN1-2F), acte certifié exécutoire le 3 août 2018)**
- 3) Suppression de la régie d'avances pour le paiement des cachets, contrats, salaires et charges sociales, dépenses imprévues relatifs aux spectacles et animations organisées par le service Manifestations publiques, à compter du 18 août 2018 (Décision DE1809IN1-3F), acte certifié exécutoire le 3 août 2018**
- 4) Suppression de la régie d'avances pour le paiement des dépenses de fonctionnement du centre social Jean Moulin, à compter du 1^{er} septembre 2018 (Décision DE1809IN1-4F), acte certifié exécutoire le 3 août 2018**
- 5) Suppression de la régie d'avances pour le paiement des dépenses diverses du service Finances, à compter du 1^{er} septembre 2018 (Décision DE1809IN1-5F), acte certifié exécutoire le 3 août 2018** Par ailleurs, il est nécessaire de modifier la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'entrées aux spectacles et animations organisés par le service Manifestations publiques en vue d'intégrer la vente de pots de miel et d'éco-cups et de prendre en considération le nouveau montant de l'encaisse. »

Par ailleurs, il est nécessaire de modifier la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'entrées aux spectacles et animations organisés par le service Manifestations publiques en vue d'intégrer la vente de pots de miel et d'éco-cups et de prendre en considération le nouveau montant de l'encaisse.

- 6) Modification de la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'entrées aux spectacles et animations organisés par le service Manifestations publiques (Décision DE1809IN1-6F), acte certifié exécutoire le 3 août 2018**

Afin d'autoriser la vente des pots de miel issus des ruches du service espaces verts et la vente des éco-cups lors des manifestations, l'article 1 de l'acte constitutif de cette régie a été complété. Par ailleurs, le montant de l'encaisse a été revu. Les articles 1 et 4 ont été modifiés ainsi :

« Article 1^{er} : Il est institué une régie de recettes à la Ville de Montivilliers pour l'encaissement des produits suivants :

- droits d'entrée aux spectacles et animations organisés par le service Manifestations publiques,

- vente de pots de miel issus des ruches gérées par le service Espaces verts de la Ville,
- vente d'éco-cups

Un suivi des ventes et du nombre d'Eco-cups disponibles sera réalisé.

Article 4 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à : 20 000 €.

Le montant de l'encaisse maximum en numéraire est fixé à : 2 000 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE INFORMATION.

Le Maire,



